Tableau d'exemples de prise en charge au 01/01/2025 des garanties Incapacité / Invalidité / Décès en vigueur (Tous les montants exprimés sont bruts de prélévements sociaux)

Non cadre - Niveau 1



## Profil type retenu : • Salarié

- 36 ans, marié, 1 enfant (12 ans)
- Ancienneté professionnelle : 2 ans
- Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois: 24 000 € soit 2 000 € / mois
- Salaire journalier de référence : 65,75 € (2 000 \* 3 / 91,25)
   Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 22 000€
- Accord de prévoyance conclu par la branche professionnelle

| Régime obligatoire Sécurité Sociale <sup>1</sup>   | Régime de prévoyance complé  | mentaire  | Total   |
|--|--|---|---|
| Capital décès Sécurité Sociale <sup>2</sup>  | Décès  Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Capital décès Sécurité Sociale<br>+ Capital décès régime de prévoyance  |
| Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année   | La convention collective de l'immobilier prévoit une couverture minimale en matière de décès  Socle minimal de garanties :   | Montant du capital décès défini contractuellement par l'employeur     Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause                     |   |
|  | Capital décès égal à 80 % du salaire de référence  | Montant du capital décès en % du salaire - 80%:   |   |
| 3 977 €  | Capital décès minimal :  → 80% * 24 000 € = 19 200 €   | 15 223 €  | 19 200 €  |
|  | Frais d'obsèques   |   |   |
| Sécurité Sociale   | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Frais d'obsèques organisme assureur   |
| La Sécurité Sociale ne prévoit pas de remboursement de frais<br>d'obsèques en cas de décès du salarié  | La convention peut prévoir un montant forfaitaire destiné au financement des obsèques du salarié et dans certains cas de ses ayants droits  Exemple de convention collective avec socle minimal de garanties  150% PMSS <sup>5</sup> | Montant défini contractuellement par l'employeur  Montant frais d'obsèques : 150% du PMSS <sup>5</sup>  |   |
|  | Forfait obsèques minimal  → 150% * 3925 = 5 887,5€   | 5 887,5 €   | 5 887,5 €   |
|  | Invalidité permanente<br>Exemple : maladie ou accident dans le cadr<br>Avec indemnisation sans reprise d   |   |   |
| Pension invalidité Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Pension invalidité Sécurité Sociale + Rente invalidité organisme assureur   |
| Calcul de la pension Sécurité Sociale en % sur la base du revenu   | La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité  Exemple convention collective : socle minimal de garanties  | Montant de la rente invalidité <sup>7</sup> déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert <sup>8</sup> et du choix de |   |
| annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité, dans la limite<br>du PASS <sup>13</sup><br>• % du revenu calculé en fonction de la catégorie d'invalidité | Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée:  • Invalidité 1ère catégorie : 36% du salaire de référence  • Invalidité 2ème catégorie: 60% du salaire de référence   | l'employeur  • Garantie en y compris de la Sécurité Sociale  Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 %                                    | Le total ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail  Total par mois |
| déterminée par le médecin conseil de la Sécurité Sociale après<br>examen de l'assuré <sup>6</sup>  | Invalidité 3ème catégorie: 60% du salaire de référence + majoration pour tierce personne  Salaire de référence convention collective = salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité               | 60% SAB 2ème et 3ème catégorie Sécurité Sociale par mois :  | (hypothèse salaire mensuel perçu avant l'invalidité de 2 000€)  |
| En cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité Sociale:<br>50% * 22 000€ = 11 000 € par an<br>11 000€ / 12 = 916€ par mois   | Pension invalidité catégorie 2 Convention collective :  → 60% * 24 000€ = 14 400€ par an  → 14 400€ /12 = 1 200€ par mois  | 284 €   | 1 200 €   |

### Incapacité de travail Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée<sup>4</sup> Avec une durée d'arrêt de travail de 1 095 jours

| Indemnités journalières de la Sécurité Sociale (IJSS)   | Obligations légales de l'employeur  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Indemnité journalière Sécurité Sociale + Complément légal employeur + Indemnité journalière complémentaire assureur  |
|---|---|--|--|--|
| Montant IJSS égal à 50% du salaire journalier de base <sup>9</sup> Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du Smic en vigueur lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail  Versement des IJSS à partir du 4ème jour (délai de carence de 3 jours) <sup>10</sup> | Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur <sup>11</sup> Indemnités versées sous certaines conditions <sup>12</sup> Délai de carence de 7 jours Mesure légale selon l'ancienneté : 90% du salaire pendant 30 jours, puis 66,66% du salaire pendant 30 jours | Si ancienneté de moins d'un an : franchise de 180 jours  Après un an de présence dans l'entreprise : - De 1 à 3 ans : 60 jours (30 jours à 90 % et 30 jours à 66,66 %) avec un délai de carence de 7 jours - Après 3 ans de présence dans l'entreprise : 90 jours à 90% sans délai de carence - Après 8 ans de présence dans l'entreprise : 110 jours à 90% sans délai de carence - Après 18 ans de présence dans l'entreprise : 130 jours à 90% sans délai de carence - Après 23 ans de présence dans l'entreprise : 170 jours à 90% sans délai de carence - Après 23 ans de présence dans l'entreprise : 170 jours à 90% sans délai de carence | •Montant de l'indemnité journalière complémentaire (IJC) versée par l'assureur, déterminée dans le contrat de prévoyance souscrit par l'employeur •Montant pouvant s'exprimer <b>en y compris de la Sécurité sociale</b> | Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur<br>aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de<br>travail<br>Total par jour d'arrêt de travail |
| Salaire journalier de base = ((2 000 * 3) / 91,25 = 65,75 €  USS = 50% * 65,75€ soit 32,87€ à compter de J4   | J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses)  IJ complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (IJSS incluses)  IJ complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €   | J8 à J37 : maintien à 90% (JJSS incluses)  IJ complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (JJSS incluses)  IJ complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €  | Carence 7 jours  | Total IJ — exemple en € /jour pendant 1095 jours  J1 à J3 : 0 € J4 à J7 : 32,87 € J8 à J37 : 32,87 € + 26,30€ J38 à J67 : 32,87 € + 10,96€ J68 à J1095 : 32,87 € + 6,58€     |

- 1. Ces montants sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité Sociale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres tels que la MSA par exemple
- 2. Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à des conditions
- 3. Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garantie (ex: pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur
- 4. Un accident de travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'indemnisation différent de la part de la Sécurité Sociale
- 5. PMSS (Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 3 925€
- 6. CAT 1: invalides capables d'exercer une activité rémunérée; CAT 2: invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque; CAT 3 : invalides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance
- 7. Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur: reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité Sociale
- 8. Les décisions de l'organismes assureur peuvent différer de celles de la Sécurité Sociale
- 9. Salaire journalier de base: total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25. Dans cet exemple: revenu mensuel brut 3 derniers mois = 2 000€
- 10. Il existe des exceptions au délai de carence (ex: arrêt de travail dû à une Affection de Longue Durée)
- 11. L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur
- 12. Conditions définies dans le Code du travail (ex: ancienneté du salarié)
- 13. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€

#### Tableau d'exemples de prise en charge au 01/01/2025 des garanties Incapacité / Invalidité / Décès en vigueur

(Tous les montants exprimés sont bruts de prélévements sociaux)

Non cadre - Niveau 2



#### Profil type retenu :

- Salarié

- Salarie
   36 ans, marié, 1 enfant (12 ans)
   Ancienneté professionnelle : 2 ans
   Ancienneté professionnelle : 2 ans
   Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois: 24 000 € soit 2 000 € / mois
   Salaire journalier de référence : 65,75 € (2 000 \*3 / 91,25)
   Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 22 000€
   Accord de prévoyance conclu par la branche professionnelle

| Régime obligatoire Sécurité Sociale <sup>1</sup>   | Régime de prévoyance complémentaire   | Total   |  |
|--|---|---|--|
|  | Décès   |   | Capital décès Sécurité Sociale   |
| Capital décès Sécurité Sociale <sup>2</sup>  | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | + Capital décès régime de prévoyance   |
| Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année   | La convention collective de l'immobilier prévoit une couverture minimale en matière de décès  Socle minimal de garanties :  | Montant du capital décès défini contractuellement par l'employeur     Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause   |  |
|  | Capital décès égal à 80 % du salaire de référence   | Montant du capital décès en % du salaire - 225%:  |  |
| 3 977 €  | Capital décès minimal :  → 80% * 24 000 € = 19 200 €  | 50 023 €  | 54 000 €   |
|  | Frais d'obsèques  |   |  |
| Sécurité Sociale   | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Frais d'obsèques organisme assureur  |
|  | La convention peut prévoir un montant forfaitaire destiné au financement des obsèques du salarié et dans certains cas de ses  | Montant défini contractuellement par l'employeur  |  |
| La Sécurité Sociale ne prévoit pas de remboursement de frais<br>d'obsèques en cas de décès du salarié  | ayants droits  Exemple de convention collective avec socle minimal de garanties  150% PMSS <sup>5</sup>   | Montant frais d'obsèques : 150% du PMSS <sup>5</sup>  |  |
|  | Forfait obsèques minimal  → 150% * 3925 = 5 887,5€  | 5 887,5 €   | 5 887,5 €  |
|  | Invalidité permanente<br>Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie<br>Avec indemnisation sans reprise d'activité  | privée <sup>4</sup>   |  |
| Pension invalidité Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Pension invalidité Sécurité Sociale + Rente invalidité organisme assureur  |
| Calcul de la pension Sécurité Sociale en % sur la base du revenu annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité, dans la limite du PASS <sup>13</sup> Mu revenu calculé en fonction de la catégorie d'invalidité déterminée par le médecin conseil de la Sécurité Sociale après examen de l'assuré <sup>6</sup> | La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité  Exemple convention collective : socle minimal de garanties  Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée:  • Invalidité 1ère catégorie : 36% du salaire de référence  • Invalidité 2ème catégorie: 60% du salaire de référence  • Invalidité 3ème catégorie: 60% du salaire de référence + majoration pour tierce personne  Salaire de référence convention collective = salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité | Montant de la rente invalidité <sup>7</sup> déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert <sup>8</sup> et du choix de l'employeur Garantie en y compris de la Sécurité Sociale  Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 %  80% SAB Zème et 3ème catégorie Sécurité Sociale par mois : | Le total ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail  Total par mois (hypothèse salaire mensuel perçu avant l'invalidité de 2 000€) |
| En cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité Sociale:<br>50% * 22 000€ = 11 000 € par an<br>11 000€ / 12 = 916€ par mois   | Pension invalidité catégorie 2 Convention collective :  → 60% * 24 000€ = 14 400€ par an  → 14 400€ /12 = 1 200€ par mois   | 684€  | 1600€  |

# Incapacité de travail Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée<sup>4</sup> Avec une durée d'arrêt de travail de 1 095 jours

| Indemnités journalières de la Sécurité Sociale (IJSS)   | Obligations légales de l'employeur  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Indemnité journalière Sécurité Sociale + Complément légal employeur + Indemnité journalière complémentaire assureur  |
|---|---|--|--|--|
| Montant IJSS égal à 50% du salaire journalier de base <sup>9</sup> Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du Smic en vigueur lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail  Versement des IJSS à partir du 4ème jour (délai de carence de 3 jours) <sup>10</sup> | Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur <sup>11</sup> Indemnités versées sous certaines conditions <sup>12</sup> Délai de carence de 7 jours Mesure légale selon l'ancienneté : 90% du salaire pendant 30 jours, puis 66,66% du salaire pendant 30 jours | Si ancienneté de moins d'un an : franchise de 180 jours Après un an de présence dans l'entreprise : - De 1 à 3 ans : 60 jours (30 jours à 90 % et 30 jours à 66,66 %) avec un délai de carence de 7 jours - Après 3 ans de présence dans l'entreprise : 90 jours à 90% sans délai de carence - Après 18 ans de présence dans l'entreprise : 110 jours à 90% sans délai de carence - Après 18 ans de présence dans l'entreprise : 130 jours à 90% sans délai de carence - Après 23 ans de présence dans l'entreprise : 170 jours à 90% sans délai de carence - Après 23 ans de présence dans l'entreprise : 170 jours à 90% sans délai de carence | •Montant de l'indemnité journalière complémentaire (IJC) versée par l'assureur, déterminée dans le contrat de prévoyance souscrit par l'employeur •Montant pouvant s'exprimer <b>en y compris de la Sécurité sociale</b> | Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur<br>aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de<br>travail<br>Total par jour d'arrêt de travail   |
| Salaire journalier de base = ((2 000 * 3) / 91,25 = 65,75 €  IJSS = 50% * 65,75€ soit 32,87€ à compter de J4  | J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses)  U complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (IJSS incluses)  U complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €   | J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses)  U complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (IJSS incluses)  U complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €  | Carence 7 jours  | Total IJ — exemple en € /jour pendant 1095 jours  Exemple avec carence de 7 jours :  11 à J3 : 0 €  14 à J7 : 32,87 €  18 à J37 : 32,87 € + 26,30€  J38 à J67 : 32,87 € + 10,96 € + 8,77 €  J68 à J1095 : 32,87 € + 19,73€ |

- 1. Ces montants sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité Sociale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres tels que la MSA par exemple
- 2. Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à des conditions
- 3. Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garantie (ex: pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur
- 4. Un accident de travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'indemnisation différent de la part de la Sécurité Sociale
- 5. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€
- 6. CAT 1: invalides capables d'exercer une activité rémunérée; CAT 2: invalides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque année)
- 7. Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur: reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité Sociale
- 8. Les décisions de l'organismes assureur peuvent différer de celles de la Sécurité Sociale
- 9. Salaire journalier de base: total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25. Dans cet exemple: revenu mensuel brut 3 derniers mois = 2 000€
- 10. Il existe des exceptions au délai de carence (ex: arrêt de travail dû à une Affection de Longue Durée)
- 11. L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur
- 12. Conditions définies dans le Code du travail (ex: ancienneté du salarié)
- 13. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€

#### Tableau d'exemples de prise en charge au 01/01/2025 des garanties Incapacité / Invalidité / Décès en vigueur / Rente de conjoint / Rente d'éducation

(Tous les montants exprimés sont bruts de prélévements sociaux)

Non cadre - Niveau 3



## Profil type retenu : • Salarié

- 36 ans, marié, 1 enfant (12 ans)
- Ancienneté professionnelle : 2 ans
   Ancienneté professionnelle : 2 ans
   Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois: 24 000 € soit 2 000 € / mois
   Salaire jourmalier de référence : 65,75 € (2 000 \* 3 / 91,25)
   Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 22 000€

| Régime obligatoire Sécurité Sociale 1   | Régime de prévoyance complémentaire  |   | Total  |  |
|---|--|---|--|--|
| ing interest of the second of the second  | Décès  |   |  |  |
| Capital décès Sécurité Sociale <sup>2</sup>   | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Capital décès Sécurité Sociale<br>+ Capital décès régime de prévoyance   |  |
| Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année                        | La convention collective de l'immobilier prévoit une couverture minimale en matière de décès  Socie minimal de garanties :                 | Montant du capital décès défini contractuellement par l'employeur     Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause   |  |  |
|   | Capital décès égal à 80 % du salaire de référence  | Montant du capital décès en % du salaire : 200%   |  |  |
| 3 977 €   | Capital décès minimal :  → 80% * 24 000 € = 19 200 €   | 44 023 €  | 48 000 €   |  |
|   | Ou   |   |  |  |
|   | Rente éducation  |   |  |  |
| Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Rente éducation organisme assureur   |  |
|   |  | Montant de la rente éducation et périodicité de son versement définis<br>contractuellement par l'employeur  |  |  |
|   |  | Montant rente éducation en % du salaire   |  |  |
| La Sécurité sociale ne prévoit pas de rente éducation en cas de décès<br>du salarié | La CCN de l'immobilier ne prévoit pas de rente éducation en cas de décès du salarié.   | Rente de 5 % jusqu'à 11 ans • Rente de 10 % de 11 ans à 18 ans • Rente de 15 % de 19 ans à 28 ans, si poursuite d'études • Rente doublée pour les orphelins de père et de mère  |  |  |
|   |  | Rente par enfant de 2 400 € par an jusqu'à 18 ans Rente par enfant de 3 600 € de 19 à 28 ans révolus, en cas de poursuite d'études, et sous réserve que l'enfant ne perçoive pas de revenu résultant d'une activité professionnelle | Rente par enfant de 2 400 € par an jusqu'à 18 ans Rente par enfant de 3 600 € de 19 à 28 ans révolus en cas de poursuite d'études, et sous réserve que l'enfant ne perçoive pas de revenu résultant d'une activité professionnelle |  |
|   | Rente de conjoint  |   |  |  |
| Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Rente éducation organisme assureur   |  |
|   |  | Montant de la rente de conjoint et périodicité de son versement définis<br>contractuellement par l'employeur  |  |  |
| La Sécurité Sociale ne prévoit pas de rente de conjoint en cas de décès du salarié  | La CCN de l'immobilier ne prévoit pas de rente de conjoint en cas de décès du salarié.   | Exemple d'un décès du salarié à 55 ans  | Rente viagère de 1 200€ par an jusqu'au décès du conjoint  |  |
| queces du salarie   |  | Rente viagère de 1 200€ par an jusqu'au décès du conjoint survivant<br>Rente temporaire de 1 800€ par an versée au plus tard jusqu'à son 65ème<br>anniversaire  | survivant Rente temporaire de 1 800€ par an versée au plus tard jusqu'à son 65ème anniversaire   |  |
| Frais d'obsèques  |  |   |  |  |
| Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Frais d'obsèques organisme assureur  |  |
| La Sécurité Sociale ne prévoit pas de remboursement de frais                        | La convention peut prévoir un montant forfaitaire destiné au financement des obsèques du salarié et dans certains cas de ses ayants droits | Montant défini contractuellement par l'employeur  |  |  |
| d'obsèques en cas de décès du salarié   | Exemple de convention collective avec socie minimal de garanties 150% PMSS <sup>5</sup>  | Montant frais d'obsèques : 150% du PMSS <sup>5</sup>  |  |  |
|   | Forfait obsèques minimal  → 150% * 3925 = 5 887,5€   | 5 887,5 €   | 5 887,5 €  |  |

#### Invalidité permanente Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée<sup>4</sup> Avec indemnisation sans reprise d'activité Pension invalidité Sécurité Sociale + Rente invalidité organisme Pension invalidité Sécurité Sociale Obligations Convention collective de l'Immobilier Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur<sup>3</sup> La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité Montant de la rente invalidité déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert<sup>8</sup> et du choix de l'employeur · Calcul de la pension Sécurité Sociale en % sur la base du revenu Exemple convention collective : socle minimal de garanties Le total ne peut être supérieur aux revenus professionnels • Garantie en y compris de la Sécurité Sociale annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité, dans la limite perçus antérieurement à l'arrêt de travail du PASS<sup>13</sup> Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée: % du revenu calculé en fonction de la catégorie d'invalidité Invalidité 1ère catégorie : 36% du salaire de référence Total par mois Invalidité 2ème catégorie: 60% du salaire de référence Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 % déterminée par le médecin conseil de la Sécurité Sociale après (hypothèse salaire mensuel perçu avant l'invalidité de 2 000€) examen de l'assuré<sup>6</sup> Invalidité 3ème catégorie: 60% du salaire de référence + majoration pour tierce personne 90% SAB 2ème et 3ème catégorie Sécurité Sociale par mois : Salaire de référence convention collective = salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité Pension invalidité catégorie 2 Convention collective : En cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité Sociale: 50% \* 22 000€ = 11 000 € par an → 60% \* 24 000€ = 14 400€ par an 884€ 1 800 € → 14 400€ /12 = 1 200€ par mois 11 000€ / 12 = 916€ par mois

Incapacité de travail

| Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée <sup>4</sup> Avec une durée d'arrêt de travail de 1 095 jours   |   |  |  |  |  |
|--|---|--|--|--|--|
| Indemnités journalières de la Sécurité Sociale (USS)   | Obligations légales de l'employeur  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Indemnité journalière Sécurité Sociale + Complément légal<br>employeur + Indemnité journalière complémentaire assureur   |  |
| Montant IJSS égal à 50% du salaire journalier de base <sup>9</sup> Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du Smic en vigueur lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail Versement des IJSS à partir du 4ème jour (délai de carence de 3 jours) <sup>10</sup> | Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur <sup>11</sup> Indemnités versées sous certaines conditions <sup>12</sup> Délai de carence de 7 jours Mesure légale selon l'ancienneté : 90% du salaire pendant 30 jours, puis 66,66% du salaire pendant 30 jours | jours à 90% sans délai de carence - Après 18 ans de présence dans l'entreprise : 130 jours à 90% sans délai de carence - Après 23 ans de présence dans l'entreprise : 170 jours à 90% sans délai de carence - Après 33 ans de présence dans l'entreprise : 190 jours à 90% sans délai de carence | •Montant de l'indemnité journalière complémentaire (IJC) versée par l'assureur, déterminée dans le contrat de prévoyance souscrit par l'employeur •Montant pouvant s'exprimer <b>en y compris de la Sécurité sociale</b> | Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur<br>aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de<br>travail<br>Total par jour d'arrêt de travail |  |
|  | J8 à J37 : maintien à 90% (USS incluses)  U complémentaire =  | J8 à J37 : maintien à 90% (JJSS incluses)  IJ complémentaire =   |  | Total IJ – exemple en € /jour pendant 1095 jours  Exemple avec carence de 7 jours :  |  |
| Salaire journalier de base = ((2 000 * 3) / 91,25 = 65,75 €  IJSS = 50% * 65,75€ soit 32,87€ à compter de J4   | (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€<br>J38 à J67 : maintien à 66,66% (USS incluses)   | (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (USS incluses)  | Carence 7 jours  | J1 à J3 : 0 €<br>J4 à J7 : 32,87 €<br>J8 à J37 : 32,87 € + 26,30€  |  |
|  | IJ complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €  | IJ complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €   |  | J38 à J67 : 32,87 € + 10,96 € + 15,34 €<br>J68 à J1095 : 32,87 € + 26,30€  |  |

- 1. Ces montants sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité Sociale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres tels que la MSA par exemple
- 2. Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à des conditions
- 3. Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garantie (ex: pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur
- 4. Un accident de travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'indemnisation différent de la part de la Sécurité Sociale
- 5. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€
- 6. CAT 1: invalides capables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque année)
- 7. Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur: reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité Sociale
- 8. Les décisions de l'organismes assureur peuvent différer de celles de la Sécurité Sociale
- 9. Salaire journalier de base: total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25. Dans cet exemple: revenu mensuel brut 3 derniers mois = 2 000€
- 10. Il existe des exceptions au délai de carence (ex: arrêt de travail dû à une Affection de Longue Durée)
- 11. L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur
- 12. Conditions définies dans le Code du travail (ex: ancienneté du salarié)
- 13. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€

#### Tableau d'exemples de prise en charge au 01/01/2025 des garanties Incapacité / Invalidité / Décès en vigueur

(Tous les montants exprimés sont bruts de prélévements sociaux)



- Profil type retenu :

   Salarié

   36 ans, marié, 1 enfant (12 ans)
- Ancienneté professionnelle : 2 ans
- Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois: 24 000 € soit 2 000 € / mois
   Salaire journalier de référence : 65,75 € (2 000 \* 3 / 91,25)
- Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 22 000€

| Régime obligatoire Sécurité Sociale <sup>1</sup>   | Régime de prévoyance complémentaire   |  | Total  |  |  |  |
|--|---|--|--|--|--|--|
|  | Décès   |  |  |  |  |  |
| Capital décès Sécurité Sociale <sup>2</sup>  | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Capital décès Sécurité Sociale<br>+ Capital décès régime de prévoyance                                   |  |  |  |
| Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année   | La convention collective de l'immobilier prévoit une couverture minimale en matière de décès  Socle minimal de garanties :  | Montant du capital décès défini contractuellement par l'employeur     Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause  |  |  |  |  |
|  | Capital décès égal à 80 % du salaire de référence   | Montant du capital décès en % du salaire : 365%  |  |  |  |  |
| 3 977 €  | Capital décès minimal :  → 80% * 24 000 € = 19 200 €  | 83 623 €   | 87 600 €   |  |  |  |
|  | Frais d'obsèques  |  |  |  |  |  |
| Sécurité Sociale   | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Frais d'obsèques organisme assureur  |  |  |  |
|  | La convention peut prévoir un montant forfaitaire destiné au financement des obsèques du salarié et dans certains cas de ses  | Montant défini contractuellement par l'employeur   |  |  |  |  |
| La Sécurité Sociale ne prévoit pas de remboursement de frais<br>d'obsèques en cas de décès du salarié  | ayants droits  Exemple de convention collective avec socle minimal de garanties 150% PMSS <sup>5</sup>  | Montant frais d'obsèques : 150% du PMSS <sup>5</sup>   |  |  |  |  |
|  | Forfait obsèques minimal  → 150% * 3925 = 5 887,5€  | 5 887,5 €  | 5 887,5 €  |  |  |  |
|  | Invalidité permanente<br>Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée<br>Avec indemnisation sans reprise d'activité   | •  |  |  |  |  |
| Pension invalidité Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Pension invalidité Sécurité Sociale + Rente invalidité<br>organisme assureur                             |  |  |  |
| Calcul de la pension Sécurité Sociale en % sur la base du revenu annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité, dans la                            | La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité  Exemple convention collective : socle minimal de garanties                                     | Montant de la rente invalidité <sup>7</sup> déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert <sup>8</sup> et du choix de l'employeur     Garantie en y compris de la Sécurité Sociale | Le total ne peut être supérieur aux revenus professionnels<br>perçus antérieurement à l'arrêt de travail |  |  |  |
| limite du PASS <sup>13</sup> • % du revenu calculé en fonction de la catégorie d'invalidité déterminée par le médecin conseil de la Sécurité Sociale après | Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée:  Invalidité 1ère catégorie : 36% du salaire de référence  Invalidité 2ème catégorie : 60% du salaire de référence | Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 %  | Total par mois   |  |  |  |
| examen de l'assuré <sup>6</sup>  | Invalidité 3ème catégorie: 60% du salaire de l'eférence + majoration pour tierce personne   |  | (hypothèse salaire mensuel perçu avant l'invalidité de 2 000€)   |  |  |  |
|  | Salaire de référence convention collective = salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité  | 80% SA et 60% SB 2ème et 3ème catégorie Sécurité Sociale   |  |  |  |  |
| En cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité Sociale:<br>50% * 22 000€ = 11 000 € par an<br>11 000€ / 12 = 916€ par mois                                       | Pension invalidité catégorie 2 Convention collective :  → 60% * 24 000€ = 14 400€ par an  → 14 400€ /12 = 1 200€ par mois   | 684 €  | 1 600 €  |  |  |  |

# Incapacité de travail Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée Avec une durée d'arrêt de travail de 1 095 jours

| The sine states a state at the same at 1000 joins   |   |   |   |   |  |
|---|---|---|---|---|--|
| Indemnités journalières de la Sécurité Sociale (IJSS)   | Obligations légales de l'employeur  | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup> | Indemnité journalière Sécurité Sociale + Complément légal employeur + Indemnité journalière complémentaire assureur   |  |
| Montant IJSS égal à 50% du salaire journalier de base <sup>9</sup> Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du Smic en vigueur lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail  Versement des IJSS à partir du 4ème jour (délai de carence de 3 jours) <sup>10</sup> | Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur <sup>11</sup> Indemnités versées sous certaines conditions <sup>12</sup> Délai de carence de 7 jours Mesure légale selon l'ancienneté : 90% du salaire pendant 30 jours, puis 66,66% du salaire pendant 30 jours | Si ancienneté de moins d'un an : franchise de 180 jours  Après un an de présence dans l'entreprise :  - De 1 à 3 ans : 60 jours (30) jours à 90 % et 30 jours à 66,66 %) avec un délai de carence de 7 jours  - Après 3 ans de présence dans l'entreprise : 90 jours à 90% sans délai de carence  - Après 8 ans de présence dans l'entreprise : 110 jours à 90% sans délai de carence  - Après 18 ans de présence dans l'entreprise : 130 jours à 90% sans délai de carence  - Après 23 ans de présence dans l'entreprise : 170 jours à 90% sans délai de carence  - Après 33 ans de présence dans l'entreprise : 170 jours à 90% sans délai de carence  - Après 33 ans de présence dans l'entreprise : 190 jours à 90% sans délai de carence |   | Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur<br>aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de<br>travail<br>Total par jour d'arrêt de travail  |  |
| Salaire journalier de base = ((2 000 * 3) / 91,25 = 65,75 € IJSS = 50% * 65,75€ soit 32,87€ à compter de J4   | J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses)  U complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (IJSS incluses)  U complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €   | J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses)  IJ complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (IJSS incluses)  IJ complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €   | Carence 7 jours   | Total IJ — exemple en € /jour pendant 1095 jours  Exemple avec carence de 7 jours :  I1 à J3 : 0 €  I4 à J7 : 32,87 €  I8 à J37 : 32,87 € + 26,30 €  J38 à J67 : 32,87 € + 10,96€ + 8,77 €  J68 à J1095 : 32,87 € + 19,73 € |  |

- 1. Ces montants sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité Sociale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres tels que la MSA par exemple
- 2. Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à des conditions
- 3. Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garantie (ex: pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur
- 4. Un accident de travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'indemnisation différent de la part de la Sécurité Sociale
- 5. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€
- 6. CAT 1: invalides capables d'exercer une activité rémunérée; CAT 2: invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque; CAT 3: invalides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque
- 7. Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur: reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité Sociale
- 8. Les décisions de l'organismes assureur peuvent différer de celles de la Sécurité Sociale
- 9. Salaire journalier de base: total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25. Dans cet exemple: revenu mensuel brut 3 derniers mois = 2 000€
- 10. Il existe des exceptions au délai de carence (ex: arrêt de travail dû à une Affection de Longue Durée)
- 11. L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur
- 12. Conditions définies dans le Code du travail (ex: ancienneté du salarié)
- 13. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€

Tableau d'exemples de prise en charge au 01/01/2025 des garanties Incapacité / Invalidité / Décès en vigueur / Rente de conjoint / Rente d'éducation

(Tous les montants exprimés sont bruts de prélévements sociaux)

Cadre - Niveau 2



#### Profil type retenu :

- 36 ans, marié, 1 enfant (12 ans)
- Ancienneté professionnelle: 2 ans
   Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois: 24 000 € soit 2 000 € / mois
   Salaire journalier de référence: 65,75 € (2 000 \*3 / 91,25)
- Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 22 000€

| Régime obligatoire Sécurité Sociale <sup>1</sup>  | Régime de prévoyance complémentaire  |   | Total  |  |
|---|--|---|--|--|
| Capital décès Sécurité Sociale <sup>2</sup>   | Décès  Obligations Convention collective de l'immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Capital décès Sécurité Sociale<br>+ Capital décès régime de prévoyance   |  |
| Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année  | La convention collective de l'immobilier prévoit une couverture minimale en matière de décès  Socle minimal de garanties :                 | Montant du capital décès défini contractuellement par l'employeur     Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause   |  |  |
|   | Capital décès égal à 80 % du salaire de référence  | Montant du capital décès en % du salaire : 200%   |  |  |
| 3 977 €   | Capital décès minimal :  → 80% * 24 000 € = 19 200 €   | 44 023 €  | 48 000 €   |  |
|   | Ou   |   |  |  |
| 2/ 1/2 11   | Rente éducation  |   |  |  |
| Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Rente éducation organisme assureur   |  |
|   |  | Montant de la rente éducation et périodicité de son versement définis<br>contractuellement par l'employeur  |  |  |
|   |  | Montant rente éducation en % du salaire   |  |  |
| La Sécurité sociale ne prévoit pas de rente éducation en cas de<br>décès du salarié                   | La CCN de l'immobilier ne prévoit pas de rente éducation en cas de décès du salarié.   | Rente de 5 % jusqu'à 11 ans • Rente de 10 % de 11 ans à 18 ans • Rente de 15 % de 19 ans à 28 ans, si poursuite d'études • Rente doublée pour les orphelins de père et de mère  |  |  |
|   |  | Rente par enfant de 2 400 € par an jusqu'à 18 ans Rente par enfant de 3 600 € de 19 à 28 ans révolus, en cas de poursuite d'études, et sous réserve que l'enfant ne perçoive pas de revenu résultant d'une activité professionnelle | Rente par enfant de 2 400 €     par an jusqu'à 18 ans     Rente par enfant de 3 600 € de 19     à 28 ans révolus en cas de poursuite d'études, et sous réserve que l'enfant     ne perçoive pas de revenu résultant d'une activité professionnelle |  |
|   | Rente de conjoint  |   |  |  |
| Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur      Montant de la rente de conjoint et périodicité de son versement définis contractuellement par l'employeur   | Rente éducation organisme assureur   |  |
| La Sécurité Sociale ne prévoit pas de rente de conjoint en cas de                                     | La CCN de l'immobilier ne prévoit pas de rente de conjoint en cas de décès du salarié.   | Exemple d'un décès du salarié à 55 ans  | Rente viagère de 1 200€ par an jusqu'au décès du conjoint  |  |
| décès du salarié  | as certae miniodile. The prevole pas de ferre de conjoint en eas de acces da salaine.  | Rente viagère de 1 200€ par an jusqu'au décès du conjoint survivant<br>Rente temporaire de 1 800€ par an versée au plus tard jusqu'à son 65ème<br>anniversaire  | survivant Rente temporaire de 1 800€ par an versée au plus tard jusqu'à son 65ème anniversaire   |  |
| Frais d'obsèques  |  |   |  |  |
| Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Frais d'obsèques organisme assureur  |  |
| La Sécurité Sociale ne prévoit pas de remboursement de frais  | La convention peut prévoir un montant forfaitaire destiné au financement des obsèques du salarié et dans certains cas de ses ayants droits | Montant défini contractuellement par l'employeur  |  |  |
| .a Securite Sociale ne prevoit pas de remboursement de frais<br>l'obsèques en cas de décès du salarié | Exemple de convention collective avec socle minimal de garanties 150% PMSS <sup>5</sup>  | Montant frais d'obsèques : 150% du PMSS <sup>5</sup>  |  |  |
|   | Forfait obsèques minimal  → 150% * 3925 = 5 887,5€   | 5 887,5 €   | 5 887,5 €  |  |

|   |  | Invalidité permanente<br>Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie priv<br>Avec indemnisation sans reprise d'activité                              | vée <sup>4</sup>   |   |
|---|--|--|--|---|
| Pension invalidité Sécurité Sociale   | Obligations Conventio  | n collective de l'immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Pension invalidité Sécurité Sociale + Rente invalidité<br>organisme assureur  |
| Calcul de la pension Sécurité Sociale en % sur la base du revenu<br>nnuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité, dans la<br>mite du PASS <sup>13</sup> | Exemple convention collective : socle minimal de garanties   |  | Montant de la rente invalidité <sup>7</sup> déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert <sup>8</sup> et du choix de l'employeur     Garantie en y compris de la Sécurité Sociale | Le total ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail               |
| % du revenu calculé en fonction de la catégorie d'invalidité<br>éterminée par le médecin conseil de la Sécurité Sociale après<br>kamen de l'assuré <sup>6</sup> | <ul> <li>Invalidité 1ère catégorie: 36% du salaire de référence</li> <li>Invalidité 2ème catégorie: 60% du salaire de référence</li> <li>Invalidité 3ème catégorie: 60% du salaire de référence + majo</li> <li>Salaire de référence convention collective = salaire perçu par le</li> </ul> |  | Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 %  80% SAB 2ème et 3ème catégorie Sécurité Sociale par mois :  | Total par mois<br>(hypothèse salaire mensuel perçu avant l'invalidité de 2 000€                                     |
| n cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité Sociale:<br>1% * 22 000€ = 11 000 € par an<br>1 000€ / 12 = 916€ par mois   | Pension invalidité catégorie 2 Convention collective :  → 60% * 24 000€ = 14 400€ par an  → 14 400€ /12 = 1 200€ par mois  |  | 684 €  | 1 600 €   |
|   |  | Incapacité de travail<br>Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie priv<br>Avec une durée d'arrêt de travail de 1 095 jours                        | vée <sup>4</sup>   |   |
| Indemnités journalières de la Sécurité Sociale (IJSS)   | Obligations légales de l'employeur   | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Indemnité journalière Sécurité Sociale + Complément léga<br>employeur + Indemnité journalière complémentaire assure |
|   |  | Si ancienneté de moins d'un an : franchise de 180 jours  Après un an de présence dans l'entreprise :  - De 1 à 3 ans : 60 jours (30 jours à 90 % et 30 jours à |  |   |

|   |   | Si ancienneté de moins d'un an : franchise de 180 jours  |  |
|---|---|--|--|
| Montant IJSS égal à 50% du salaire journalier de base <sup>9</sup> Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du Smic en vigueur lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail  Versement des IJSS à partir du 4ème jour (délai de carence de 3 jours) <sup>10</sup> | Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur <sup>11</sup> Indemnités versées sous certaines conditions <sup>12</sup> Délai de carence de 7 jours Mesure légale selon l'ancienneté : 90% du salaire pendant 30 jours, puis 66,66% du salaire pendant 30 jours | 90% sans délai de carence                                | Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur<br>aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de<br>travail<br>Total par jour d'arrêt de travail |
|   | J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses)   | J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses)                | Total IJ – exemple en € /jour pendant 1095 jours   |
| Salaire journalier de base = ((2 000 * 3) / 91,25 = 65,75 €   | IJ complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€   | IJ complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€      | Exemple avec carence de 7 jours :<br>J1 à J3 : 0 €   |
| IJSS = 50% * 65,75€ soit 32,87€ à compter de J4   | J38 à J67 : maintien à 66,66% (JJSS incluses)   | J38 à J67 : maintien à 66,66% (IJSS incluses)            | J4 à J7 : 32,87 €<br>J8 à J37 : 32,87 € + 26,30 €  |
|   | IJ complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €  | IJ complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 € | J38 à J67 : 32,87 € + 10,96€ + 8,77 €<br>J68 à J1095 : 32,87 € + 19,73 €   |

- 1. Ces montants sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité Sociale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres tels que la MSA par exemple
- 2. Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à des conditions
- 3. Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garantie (ex: pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur
- 4. Un accident de travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'indemnisation différent de la part de la Sécurité Sociale
- 5. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€
- 6. CAT 1: invalides capables d'exercer une activité rémunérée; CAT 2: invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque; CAT 3: invalides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque année)
- 7. Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur: reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité Sociale
- 8. Les décisions de l'organismes assureur peuvent différer de celles de la Sécurité Sociale
- 9. Salaire journalier de base: total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25. Dans cet exemple: revenu mensuel brut 3 derniers mois = 2 000€
- 10. Il existe des exceptions au délai de carence (ex: arrêt de travail dû à une Affection de Longue Durée)
- 11. L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur
- 12. Conditions définies dans le Code du travail (ex: ancienneté du salarié)
- 13. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€

Tableau d'exemples de prise en charge au 01/01/2025

#### des garanties Incapacité / Invalidité / Décès en vigueur / Rente de conjoint / Rente d'éducation

(Tous les montants exprimés sont bruts de prélévements sociaux) Ensemble du personnel



# Profil type retenu : ● Salarié

- 36 ans, marié, 1 enfant (12 ans)
- Ancienneté professionnelle : 2 ans
  Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois: 24 000 € soit 2 000 € / mois
- Salaire journalier de référence : 65,75 € (2 000 \* 3/91,25)
   Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 22 000€
- Accord de prévoyance conclu par la branche professionnelle

| Régime obligatoire Sécurité Sociale <sup>1</sup>  | Régime de prévoyance complémentaire   | Total   |  |  |  |  |
|---|---|---|--|--|--|--|
|   | Décès   |   |  |  |  |  |
| Capital décès Sécurité Sociale <sup>2</sup>   | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Capital décès Sécurité Sociale + Capital décès régime de prévovance  |  |  |  |
| Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année  | La convention collective de l'immobilier prévoit une couverture minimale en matière de décès  Socle minimal de garanties :  Capital décès égal à 80 % du salaire de référence | Montant du capital décès défini contractuellement par l'employeur     Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause  Montant du capital décès en % du salaire : 200%                                  |  |  |  |  |
| 3 977 €   | Capital décès minimal :   | 44 023 €  | 48 000 €   |  |  |  |
|   | → 80% * 24 000 € = 19 200 €  Ou   |   |  |  |  |  |
|   | Rente éducation   |   |  |  |  |  |
| Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Rente éducation organisme assureur   |  |  |  |
|   |   | Montant de la rente éducation et périodicité de son versement définis<br>contractuellement par l'employeur  |  |  |  |  |
|   |   | Montant rente éducation en % du salaire   |  |  |  |  |
| La Sécurité sociale ne prévoit pas de rente éducation en cas de<br>décès du salarié                   | La CCN de l'immobilier ne prévoit pas de rente éducation en cas de décès du salarié.  | Rente de 5 % jusqu'à 11 ans • Rente de 10 % de 11 ans à 18 ans • Rente de 15 % de 19 ans à 28 ans, si poursuite d'études • Rente doublée pour les orphelins de père et de mère  |  |  |  |  |
|   |   | Rente par enfant de 2 400 € par an jusqu'à 18 ans Rente par enfant de 3 600 € de 19 à 28 ans révolus, en cas de poursuite d'études, et sous réserve que l'enfant ne perçoive pas de revenu résultant d'une activité professionnelle | Rente par enfant de 2 400 € par an jusqu'à 18 ans Rente par enfant de 3 600 € de 19 à 28 ans révolus en cas de poursuite d'études, et sous réserve que l'enfant ne perçoive pas de revenu résultant d'une activité professionnelle |  |  |  |
|   | Frais d'obsèques  |   |  |  |  |  |
| Sécurité Sociale  | Obligations Convention collective de l'Immobilier   | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Frais d'obsèques organisme assureur  |  |  |  |
|   | La convention peut prévoir un montant forfaitaire destiné au financement des obsèques du salarié et dans certains cas de ses  | Montant défini contractuellement par l'employeur  |  |  |  |  |
| La Sécurité Sociale ne prévoit pas de remboursement de frais<br>d'obsèques en cas de décès du salarié | ayants droits  Exemple avec socie minimal de garanties  150% PMSS <sup>5</sup>  | Montant frais d'obsèques : 150% du PMSS <sup>5</sup>  | Total des frais d'obsèques   |  |  |  |
|   | Forfait obsèques minimal  → 150% * 3925 = 5 887,5€  | 5 887,5 €   | 5 887,5 €  |  |  |  |
|   | Rente de conjoint   |   |  |  |  |  |
|   |   | Montant de la rente de conjoint et périodicité de son versement définis<br>contractuellement par l'employeur  |  |  |  |  |
| .a Sécurité Sociale ne prévoit pas de rente de conjoint en cas de<br>décès du salarié                 | La CCN de l'immobilier ne prévoit pas de rente de conjoint en cas de décès du salarié.  | Exemple d'un décès du salarié à 55 ans  | Rente viagère de 1 200€ par an jusqu'au décès du conjoint  |  |  |  |
|   |   | Rente viagère de 1 200€ par an jusqu'au décès du conjoint survivant<br>Rente temporaire de 1 800€ par an versée au plus tard jusqu'à son 65ème<br>anniversaire  | survivant  Rente temporaire de 1 800€ par an versée au plus tard jusqu' son 65ème anniversaire   |  |  |  |

#### Invalidité permanente

Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée<sup>4</sup>

|   | Avec indemnisation sans reprise d'activité  |  |  |  |  |  |
|---|---|--|--|--|--|--|
| Pension invalidité Sécurité Sociale   | Obligations Convention collectivede l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>  | Pension invalidité Sécurité Sociale + Rente invalidité organisme assureur  |  |  |  |
|   | La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité   | <ul> <li>Montant de la rente invalidité<sup>7</sup> déterminée contractuellement en<br/>fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert<sup>8</sup> et du choix</li> </ul> |  |  |  |  |
| <ul> <li>Calcul de la pension Sécurité Sociale en % sur la base du revenu<br/>annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité, dans la<br/>limite du PASS<sup>13</sup></li> <li>% du revenu calculé en fonction de la catégorie d'invalidité<br/>déterminée par le médecin conseil de la Sécurité Sociale après<br/>examen de l'assuré<sup>6</sup></li> </ul> | Exemple convention collective : socle minimal de garanties  | de l'employeur  • Garantie y compris de la Sécurité Sociale  | Le total ne peut être supérieur aux revenus professionnels<br>perçus antérieurement à l'arrêt de travail<br>Total par mois<br>(hypothèse salaire mensuel perçu avant l'invalidité de 2 000€) |  |  |  |
|   | Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée:  Invalidité 1ère catégorie: 36% du salaire de référence  Invalidité 2ème catégorie: 60% du salaire de référence  Invalidité 3ème catégorie: 60% du salaire de référence + majoration pour tierce personne | Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 %  |  |  |  |  |
|   | Salaire de référence convention collective = salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité  | 80% SAB 2ème et 3ème catégorie Sécurité Sociale par mois :   |  |  |  |  |
| in cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité Sociale:<br>10% * 22 000€ = 11 000 € par an<br>1 000€ / 12 = 916€ par mois   | Pension invalidité catégorie 2 Convention collective :  → 60% * 24 000€ = 14 400€ par an  → 14 400€ /12 = 1 200€ par mois   | 684 €  | 1600€  |  |  |  |
| to a control de paració   |   |  |  |  |  |  |

| Incapacité de travail   |
|---|
| Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée <sup>4</sup> |
| Avec une durée d'arrêt de travail de 1 095 jours                          |

| Avec une durée d'arrêt de travail de 1 095 jours  |   |  |   |   |  |  |
|---|---|--|---|---|--|--|
| Indemnités journalières de la Sécurité Sociale (IJSS)   | Obligations légales de l'employeur  | Obligations Convention collective de l'Immobilier  | Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur <sup>3</sup>   | Indemnité journalière Sécurité Sociale + Complément légal<br>employeur + Indemnité journalière complémentaire assureur  |  |  |
| Montant IJSS égal à 50% du salaire journalier de base <sup>9</sup> Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du Smic en vigueur lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail  Versement des IJSS à partir du 4ème jour (délai de carence de 3 jours) <sup>10</sup> | Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur <sup>11</sup> Indemnités versées sous certaines conditions <sup>12</sup> Délai de carence de 7 jours Mesure légale selon l'ancienneté : 90% du salaire pendant 30 jours, puis 66,66% du salaire pendant 30 jours | Si ancienneté de moins d'un an : franchise de 180 jours  Après un an de présence dans l'entreprise :  - De 1 à 3 ans : 60 jours (30 jours à 90 % et 30 jours à 66,66 %) avec un délai de carence de 7 jours  - Après 3 ans de présence dans l'entreprise : 90 jours à 90% sans délai de carence  - Après 8 ans de présence dans l'entreprise : 110 jours à 90% sans délai de carence  - Après 18 ans de présence dans l'entreprise : 130 jours à 90% sans délai de carence dans l'entreprise : 130 jours à 90% sans délai de carence  - Après 23 ans de présence dans l'entreprise : 170 jours à 90% sans délai de carence  - Après 33 ans de présence dans l'entreprise : 190 jours à 90% sans délai de carence | •Montant de l'indemnité journalière complémentaire (IJC) versée par l'assureur, déterminée dans le contrat de prévoyance souscrit par l'employeur •Montant pouvant s'exprimer en y compris de la Sécurité sociale | Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur<br>aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de<br>travail<br>Total par jour d'arrêt de travail  |  |  |
| Salaire journalier de base = ((2 000 * 3) / 91,25 = 65,75 €  USS = 50% * 65,75€ soit 32,87€ à compter de J4   | J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses)  IJ complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (IJSS incluses)  IJ complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €   | J8 à J37 : maintien à 90% (JJSS incluses)  U complémentaire = (90% x 65,75€) - 32,87 = 26,30€  J38 à J67 : maintien à 66,66% (JJSS incluses)  U complémentaire = (66,66 % x 65,75) - 32,87€ = 10,96 €  | Carence 7 jours   | Total IJ — exemple en € / jour pendant 1095 jours  Exemple avec carence de 7 jours :  J1 à J3 : 0 €  J4 à J7 : 32,87 €  J8 à J37 : 32,87 € + 26,30 €  J8 à J67 : 32,87 € + 10,96€ + 8,77 €  J68 à J1095 : 32,87 € + 19,73 € |  |  |

- 1. Ces montants sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité Sociale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres tels que la MSA par exemple
- 2. Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à des conditions
- 3. Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garantie (ex: pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur
- 4. Un accident de travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'indemnisation différent de la part de la Sécurité Sociale
- 5. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€
- 6. CAT 1: invalides capables d'exercer une activité rémunérée; CAT 2: invalides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque année)
- 7. Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur: reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité Sociale
- 8. Les décisions de l'organismes assureur peuvent différer de celles de la Sécurité Sociale
- 9. Salaire journalier de base: total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25. Dans cet exemple: revenu mensuel brut 3 derniers mois = 2 000€
- 10. Il existe des exceptions au délai de carence (ex: arrêt de travail dû à une Affection de Longue Durée)
- 11. L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur
- 12. Conditions définies dans le Code du travail (ex: ancienneté du salarié)
- 13. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2025: 47 100€